Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 67 (2009)

Heft: 1: Les économies asiatiques face aux défis de la compétitivité

Artikel: Participation de la Chine à la nouvelle division internationale du travail : défis et perspectives

Autor: Su, Zhan

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-142271

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

PARTICIPATION DE LA CHINE À LA NOUVELLE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL: DÉFIS ET PERSPECTIVES

ZHAN SU
Chaire Stephen A. Jarislowsky en gestion des affaires internationales
Université Laval, Québec, Canada
Zhan.Su@fsa.ulaval.ca

> L'insertion de la Chine à la nouvelle division internationale du travail s'est heurtée au cours de ces dernières années à des contraintes de plus en plus nombreuses. Depuis 2007, le gouvernement chinois a adopté une stratégie de « remontée en gamme » qui vise un développement plus efficace, plus social et plus écologique. Bien qu'il soit encore tôt pour évaluer ses impacts réels, la Chine semble amorcer une nouvelle phase de son développement.

Mots clés: Produits «*made in China*», nouvelle division internationale du travail, multinationales, stratégie de la «remontée en gamme».

INTRODUCTION

En décembre 2008, la Chine célébrait ses trente ans de réformes et d'ouverture. Au cours de ces trente dernières années, l'économie chinoise a connu un essor incontestable et ce, malgré d'innombrables problèmes, récents comme anciens, qui parsèment son évolution. Selon les statistiques du gouvernement chinois, son PIB a connu une croissance annuelle de 9,8%, soit une expansion 3 fois supérieure à la moyenne mondiale, passant de 147 milliards USD en 1978 à 3280 milliards USD en 2007. De même, son PIB par habitant a augmenté de 190 USD à plus de 2360 USD et la pauvreté a été réduite de 500 millions d'individus à moins de 100 millions.

Durant cette période, la structure de l'économie chinoise s'est progressivement transformée. Autrefois une économie fermée et isolée, la Chine est aujourd'hui devenue très interdépendante des économies du monde. La part de la Chine dans le commerce mondial est passée de moins de 1% à près de 9%, ce qui la place aujourd'hui au 3ème rang des plus grands joueurs sur la scène mondiale. Le pays a réalisé un excédant commercial de 262 milliards USD en 2007 et est devenu depuis 2006 celui qui détient le plus de réserves en devises.

Les produits «*made in China*» sont entrés en force sur le marché international et ce, tant dans les secteurs intensifs en main d'œuvre et en capitaux que dans certains secteurs intensifs en savoir. Avec un degré d'ouverture[1] de plus de 60%, la Chine est devenue le principal

[1] Ratio: taux d'ouverture = (importations + exportations) / PIB

fournisseur d'un grand nombre de biens de consommation sur le marché international: 90% des DVD, 85% des jouets, 85% des tracteurs, 85% des montres et des horloges, 70% des photocopieurs, 65% des équipements sportifs, 60% des bicyclettes, 58% des téléphones, 55% des appareils photo, 55% des ordinateurs portatifs, 50% des ventilateurs, 40% des écrans, 40% des fours à micro-ondes, 36% des téléviseurs, 30% des climatiseurs, 25% des machines à laver, 20% des réfrigérateurs, etc. Par ailleurs, la Chine figure même aujourd'hui parmi les plus importants pays exportateurs de produits de haute technologie.

Cette ascension fulgurante des produits «*made in China*» sur le marché international a suscité beaucoup de réactions dans le monde: des acclamations, de l'admiration, mais aussi de nombreuses interrogations, inquiétudes, voire même des contestations, et ce, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. A cet égard, les qualificatifs accordés à la Chine sont légion: de «moteur économique du monde» à «nouvelle superpuissance», en passant par «usine mondiale», pour assister aujourd'hui surtout à «la menace» du «*made in China*» et de ses corollaires, à savoir la délocalisation, et donc la fermeture d'entreprises dans les pays occidentaux, ainsi que la perte de parts de marché d'autres pays en développement. La Chine est souvent désignée comme responsable de nombreux problèmes subis par d'autres pays soit, entre autres, la perte d'emploi, le désordre économique, la déflation – quand la Chine vend! – et l'inflation – quand la Chine achète!

Au cours de ces dernières années, les discussions portant sur la place réelle des produits chinois sur le marché international ont également été très vives à l'intérieur-même de la Chine. Cependant, bien que certains s'interrogent sur l'intérêt réel que représente le rôle du «col bleu du monde» que la Chine a joué, la plupart des chercheurs et des responsables gouvernementaux chinois se contentent simplement de rejeter la thèse selon laquelle leur pays serait déjà une «usine mondiale» et les produits «*made in China*» une menace (Lu, 2003).

Ainsi, malgré l'abondance d'écrits à l'égard du sujet, le débat de la place de la Chine dans l'économie mondiale et de la réalité des produits «*made in China*» demeure toujours fort confus et plutôt émotionnel. En fait, il s'agit avant tout d'une controverse composée, d'une part, de sensationnalisme journalistique agrémenté de certaines arrières pensées occidentales et, d'autre part, d'une riposte des Chinois à la thèse de la menace chinoise.

Quelle est la place réelle de la Chine sur le marché international? Quels sont les mythes et la réalité des produits «*made in China*»? Quels sont leurs impacts réels sur l'économie des autres pays du monde? Quel sera l'avenir des produits «*made in China*»? Ce sont autant de questions auxquelles nous tenterons d'apporter quelques éléments de réponse dans les pages suivantes.

1. LES PRODUITS «MADE IN CHINA», RESULTATS DE LA NOUVELLE DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Depuis les années 1980, le monde a connu de profonds bouleversements économiques, technologiques, politiques et sociaux. «Mondialisation», «globalisation», «internationalisation» sont autant de termes qui tentent d'isoler les traits saillants de cette évolution complexe et contradictoire du monde.

Selon le FMI, la mondialisation signifie «l'interdépendance de l'économie croissante des pays du monde via le volume et la variété croissants des transactions frontalières en marchandises et en services, de mouvements de capitaux internationaux libres, et de diffusion plus rapide

et plus répandue de la technologie». Près de 300 ans plus tôt, deux illustres économistes, Adam Smith et David Ricardo, prônaient déjà les échanges et la division internationale du travail entre pays susceptibles de générer, selon eux, une situation «gagnant-gagnant» sous certaines conditions. Les deux guerres mondiales ainsi que la bipolarisation de la planète au cours de la Guerre froide du siècle dernier ont considérablement limité le commerce mondial. Cependant, au cours de ces dernières années, deux phénomènes ont été observés dans le contexte de la mondialisation: on a pu constater, d'une part, l'internationalisation de l'activité économique et de la mobilité des facteurs de production dans un monde de plus en plus dépourvu de frontières, à tel point que certains n'hésitent plus à annoncer une prochaine disparition de l'État souverain classique. D'autre part, on a assisté à l'intensification de la croissance économique d'un certain nombre de pays, notamment des pays qualifiés d'«émergents», reconnus comme les moteurs de la prospérité mondiale et qui donnent lieu à une recomposition de la hiérarchie des espaces productifs (Ohmae, 1996).

En effet, sur le plan international, on assiste depuis les années 1980 à une forte mutation des conditions de production, de compétition et d'interdépendance qui est caractérisée avant tout par le développement d'une nouvelle division internationale du travail. Selon Anil K. Gupta et al. (2008), la mondialisation désigne une nouvelle configuration qui marque une rupture par rapport aux étapes précédentes de l'économie internationale: «... autrefois la mondialisation pouvait être considérée comme des échanges transfrontaliers de matières premières ou de produits finis – c'est-à-dire de biens situés à chaque extrémité de la chaîne de valeur. Au contraire, ... la mondialisation d'aujourd'hui est caractérisée par la dispersion géographique des activités de la chaîne de valeur de la compagnie, avec l'objectif de localiser chaque activité (ou sous-activité) de la manière la plus optimale. Par conséquent, on constate aujourd'hui une importante proportion grandissante d'échanges transfrontaliers qui est composée de marchandises et de services intermédiaires – c'est-à-dire, de composants et de services situés au milieu de la chaîne de valeur» (voir la Figure 1).

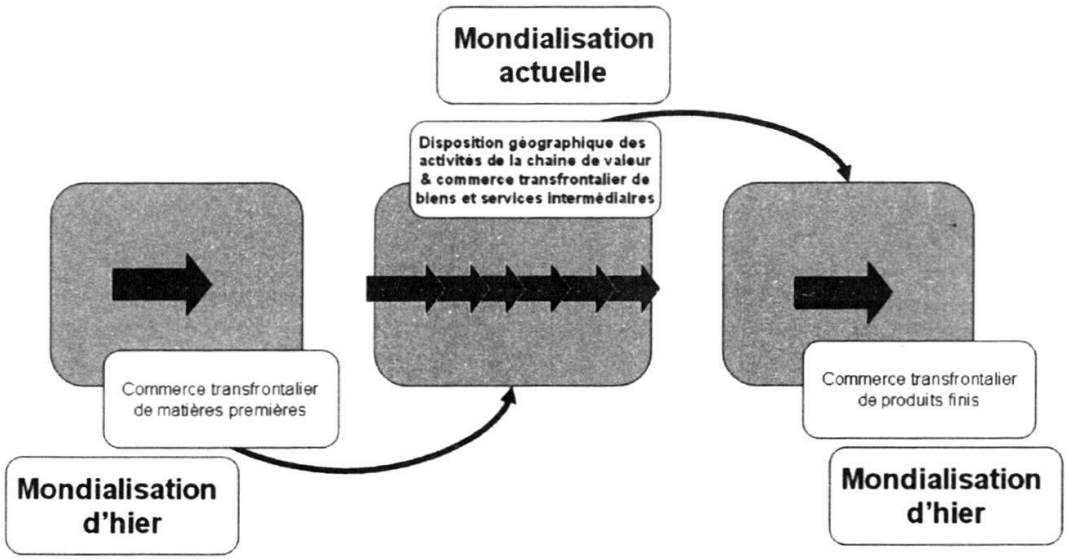

Figure 1: Mondialisation et nouvelle division internationale du travail.

Source: A. Gupta and al., The quest for global dominance, Jossey-Bass, 2008.

Suzanne Berger (2006) constate que «dans le monde de la production fragmentaire, les enjeux sont ce qu'ils ont toujours été: bénéfices, pouvoir, sécurité et nouvelles opportunités. Ce qui a changé, c'est qu'il est désormais possible d'atteindre ces objectifs en se positionnant à n'importe quel point de la chaîne de valeur. Il y a vingt ans, les entreprises intégrées dominaient encore. Aujourd'hui, un fabricant de composants, une entreprise de design, une marque sans fabrication, un fabricant sans marque, et bien d'autres combinaisons encore, proposent de nouvelles manières de rester compétitif».

Ainsi, à la différence de la division internationale du travail classique, la nouvelle division internationale du travail repose essentiellement sur la notion de chaine de valeur (Porter, 1985). Elle se réalise non seulement entre les différentes industries, mais surtout entre les différents produits d'une même industrie et entre les différentes étapes et activités de la chaine de valeur d'un même produit. Autrement dit, dans le contexte actuel de la mondialisation, la définition classique de l'industrie intensive en main d'œuvre, de l'industrie intensive en capitaux et de celle intensive en savoir n'est plus la seule référence pour appliquer la division internationale du travail. Cette dernière se fait de plus en plus en fonction de la valeur ajoutée générée par les différentes étapes et activités (qui sont soit intensives en main d'œuvre, en capitaux ou en savoir) de la chaine de valeur d'un même produit. De ce fait, la situation des produits «*made in China*» doit être examinée sous l'angle de cette nouvelle réalité.

Il convient de constater d'abord que, bien que la Chine ait réalisé une percée spectaculaire sur le marché international au cours de ces trente dernières années (voir le Tableau 1 et la Figure 2), les produits «*made in China*» sont, dans bien des cas, le résultat d'une production organisée globalement, faisant intervenir des éléments réalisés dans différents pays. Pensons par exemple aux 12 millions de portatifs vendus en 2005 par la Chine aux États-Unis: la majorité des pièces clés (écrans, logiciels, cartes son, disques durs, etc.) sont en réalité importées de partout dans le monde pour être assemblées en Chine. La véritable contribution chinoise dans ce cas ne dépasse même pas 30% de la valeur finale du produit transigé. La Chine est aujourd'hui un grand fabricant du téléphone mobile dans le monde. Cependant, le processus manufacturier du téléphone mobile dans le monde est complètement désintégré: le design est souvent assumé par les firmes coréennes et japonaises, la production de pièces clés par des multinationales telles que *TI* et *Philips*, les normes techniques et les logiciels sont fournis par les firmes américaines comme *Qualcomm*, la distribution par *Bird*, alors que seul l'assemblage est réalisé en général en Chine. Il en va de même pour ce nouveau produit technologique américain qu'est l'*iPhone* qui porte également l'étiquette «*made in China*». Exceptés le design et le logiciel, la compagnie *Apple* s'est contentée en fait de jouer un rôle de chef d'orchestre visant l'intégration des innovations réalisées dans d'autres pays: l'écran du *iPhone* est japonais, la mémoire flash, coréenne et l'assemblage, chinois[2].

---

2 The Economist, 30 décembre 2008

	1948	1953	1963	1973	1983	1993	2003	2007
	Valeur (Md USD)							
Monde	**59**	**84**	**157**	**579**	**1838**	**3675**	**7375**	**13619**
	Part (%)							
Monde	100	100	100	100	100	100	100	100
Asie	**14.0**	**13.4**	**12.5**	**14.9**	**19.1**	**26.1**	**26.2**	**27.9**
Chine	0.9	1.2	1.3	1.0	1.2	2.5	5.9	8.9
Japon	0.4	1.5	3.5	6.4	8.0	9.9	6.4	5.2
Inde	2.2	1.3	1.0	0.5	0.5	0.6	0.8	1.1
Australie et Nouvelle-Zélande	3.7	3.2	2.4	2.1	1.4	1.4	1.2	1.2
Six pays ou territoires commerçants de l'Asie de l'Est	3.4	3.0	2.4	3.4	5.8	9.7	9.6	9.3
Amérique du Nord	**28.1**	**24.8**	**19.9**	**17.3**	**16.8**	**18.0**	**15.8**	**13.6**
Etats-Unis	21.7	18.8	14.9	12.3	11.2	12.6	9.8	8.5
Canada	5.5	5.2	4.3	4.6	4.2	4.0	3.7	3.1
Mexique	0.9	0.7	0.6	0.4	1.4	1.4	2.2	2.0

Tableau 1: Place de la Chine dans les exportations mondiales de marchandises. Source: OMC.

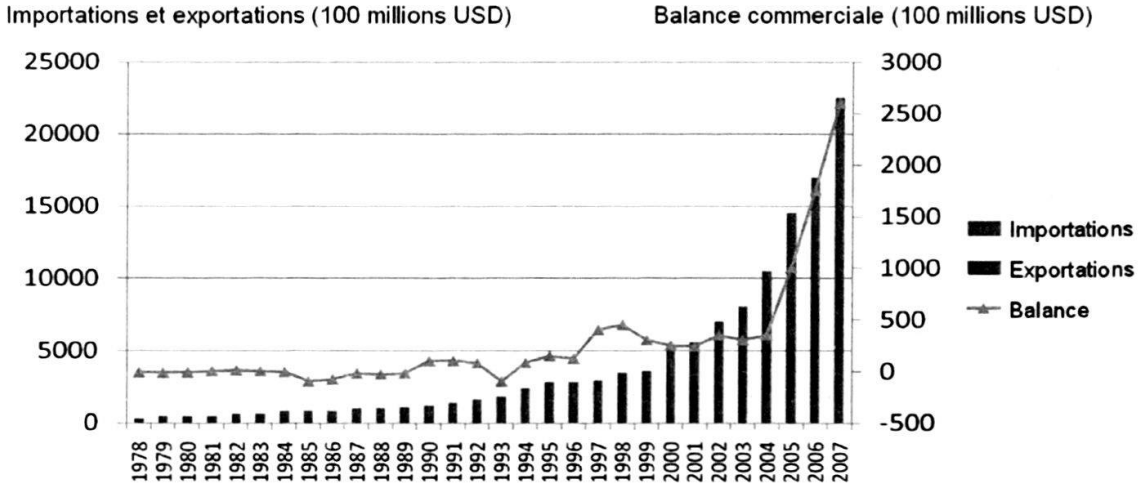

Figure 2. Évolution de l'exportation et de l'importation de la Chine. Source: China Yearbook 2007.

Une analyse plus poussée nous permet de constater que la majorité des productions destinées à l'exportation sont des opérations d'assemblage et de réexportations. En fait, depuis le milieu des années 1990, plus de 50% de l'exportation chinoise a été réalisée sous forme de «perfectionnement passif» pour le compte d'entreprises étrangères: 50% en 1995, 55% en 2000, 53% en 2006[3], alors que les achats nécessaires à l'assemblage ont dépassé 50% des importations de la Chine[4]. La Figure 3 illustre la place actuelle des produits «*made in*

[3] China Yearbook, 2007.

[4] La Chine entre mythe et réalité. 19 janvier 2004, [en ligne], adresse URL: http://www.marianne-en-ligne.fr/dossier/precedent/e-docs/00/00/00/92/document_article_dossier.md?cle_dossier=136

China» dans la nouvelle division internationale du travail. Cette célèbre «courbe sourire» indique que les pays développés maîtrisent les étapes les plus créatrices de valeur, telles que la conception et la distribution des produits, alors que les produits «*made in China*» sont essentiellement situés au niveau des opérations d'assemblage à faible valeur ajoutée.

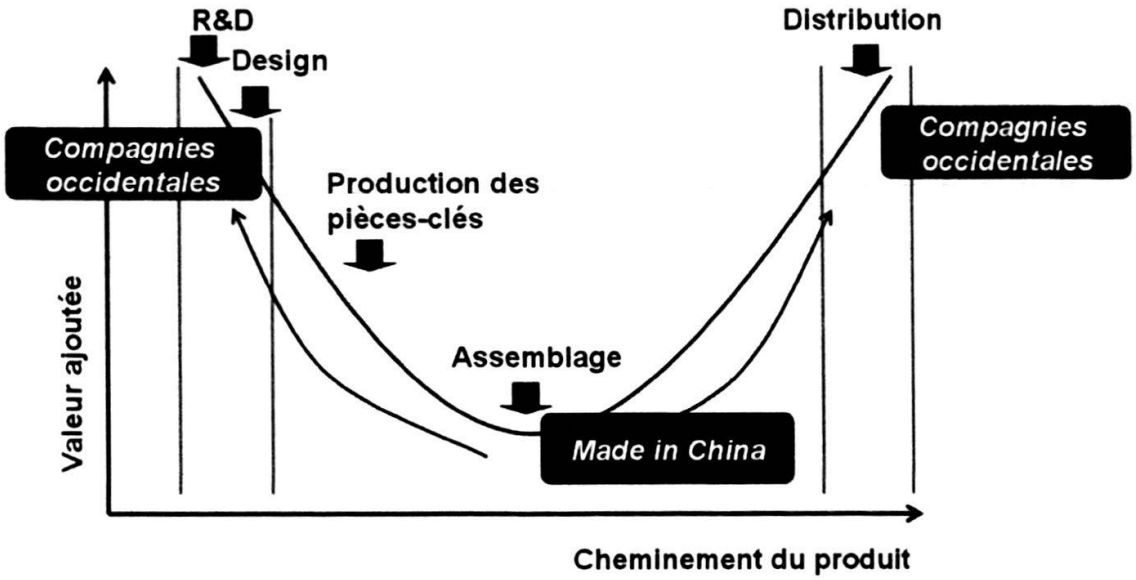

Figure 3: Place des produit «made in China» sur la «courbe sourire».

Il est vrai que la place des produits «*made in China*» sur cette «courbe sourire» a connu une amélioration constante au cours de ces trente dernières années: la part des produits finis et semi-finis est passée de 46% à 93,6% pour l'ensemble des exportations chinoises et celle des produits de haute technologie, de moins de 1% à 29%[5]. En fait, la Chine est même officiellement devenue en 2005 le plus important pays exportateur de produits de haute technologie (voir le Tableau 2). Force est de constater, cependant, qu'une forte majorité de ces produits de haute technologie exportés par la Chine sont soit le résultat du travail d'assemblage, soit les produits considérés comme les moins intensifs en savoir dans la chaine de valeur du secteur technologique. Par ailleurs, il s'agit avant tout de la production des multinationales étrangères implantées en Chine: globalement, leur part est passée de 59% en 1996 à 81% en 2000, et a même atteint 91% pour le cas des exportations des équipements électroniques de la Chine (Zhang et al., 2008). En 2006, la Chine a enregistré un surplus commercial de 41 milliards USD dans ses échanges de produits de haute technologie avec les États-Unis. Cependant, les entreprises à capitaux étrangers en Chine ont contribué pour 90% de ces exportations et 97% des exportations chinoises de produits de haute technologie vers les États-Unis ont été réalisées sous forme de «perfectionnement passif» [6].

---

5 Journal Guangming, le 30 septembre 2008, Chine.
6 Premier Journal de Finance et d'Économie, 12 novembre 2007, Chine.

Top 10 des exportateurs de produits de haute technologie – 1996 En million USD 1997	**Top 10 des exportateurs de produits de haute technologie – 2005** En million USD 1997
1. États-Unis : 65$	**1. Chine : 406$**
2. Japon : 53$	2. États-Unis : 284$
3. Allemagne : 31$	3. Japon : 212$
4. Royaume-Uni : 24$	4. Allemagne : 183$
5. France : 14$	5. Corée du sud : 167$
6. Pays-Bas : 9$	6. Hong Kong : 157$
7. Italie : 8$	7. Taiwan : 145$
8. Suisse : 8$	8. Singapour : 126$
9. Taiwan : 7$	9. Malaisie : 99$
10. Corée du sud : 7$	10. Royaume-Uni : 95$

Tableau 2. La Chine mène la barque dans l'exportation de produits de haute technologie. Source: Global Insight, Inc., 2007.

En fait, bien que cela puisse paraitre contradictoire, la Chine n'est pas le principal maître des produits «*made in China*». À cet égard, il convient de faire une distinction entre les produits des entreprises chinoises (*made by China*) et ceux des filiales des entreprises étrangères implantées en Chine (made *in* China). En fait, l'ouverture vers l'extérieur est un élément majeur de la réorientation idéologique chinoise depuis 1978. Auparavant, comptant essentiellement sur elle-même, la Chine a décidé de multiplier ses partenaires commerciaux et de créer un climat propice aux affaires. Par le biais des investissements directs étrangers, la Chine recherche avant tout des capitaux, des marchés extérieurs, des technologies et un savoir-faire managérial étranger. Ainsi, les gouvernements chinois locaux se font concurrence pour attirer les investisseurs étrangers en offrant des installations et des ressources à un coût parfois dérisoire. Au cours de ces trente dernières années, la Chine a absorbé plus de 800 milliards USD d'investissements directs étrangers, ce qui la place en deuxième position mondiale, juste derrière les États-Unis. Les investissements directs étrangers ont tout autant permis à la Chine de se développer que d'accéder aux marchés mondiaux. Comme le soulignent Julien Chaisse et Philippe Gugler dans ce cahier, malgré leurs excédents courants, les pays émergents continuent d'importer massivement des capitaux étrangers pour assurer leur croissance. La Chine en est le parangon. En ayant un intérêt pour ce pays comme lieu de transformation et de fabrication à des fins de réexportation, les investissements directs étrangers contribuent aussi grandement à la forte croissance des exportations chinoises. Selon les statistiques du gouvernement chinois, 635 000 entreprises à capitaux étrangers se sont implantées en Chine et 480 des 500 plus grandes compagnies du monde ont réalisé des investissements importants dans ce pays depuis trente ans. Ces entreprises contribuent aujourd'hui à plus de 33,4% de la production industrielle chinoise et à environ 60% des exportations de la Chine (voir la Figure 4). En 2006, parmi les 500 entreprises les plus importantes dans le commerce international de la Chine, 60,8% étaient des entreprises à capitaux étrangers; parmi les 200 plus grandes entreprises exportatrices en Chine, les entreprises à capitaux étrangers représentaient 62,5% (Zhang et al., 2008).

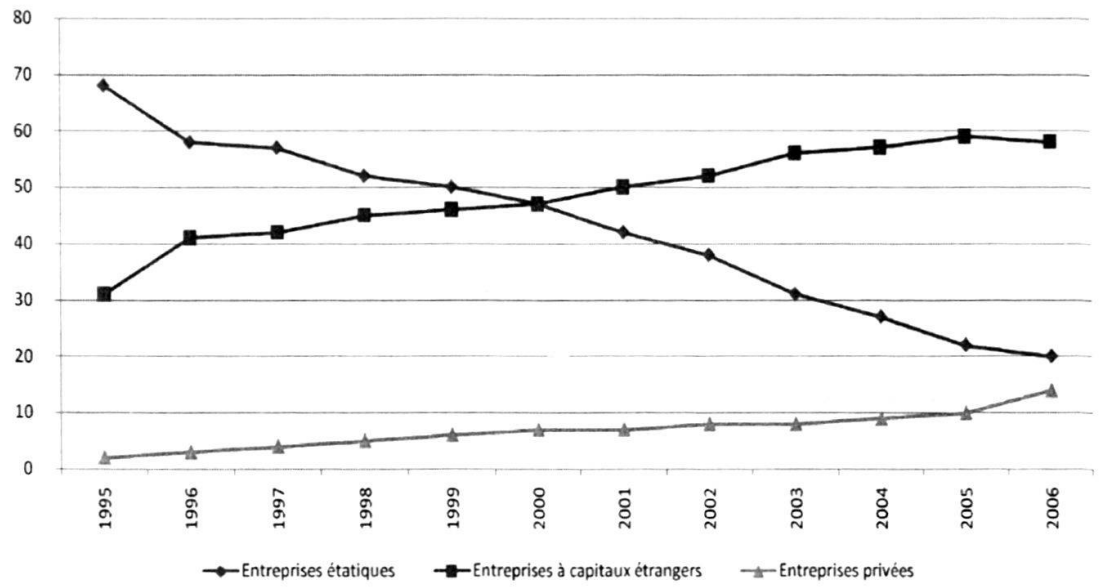

Figure 4. Contribution des entreprises à capitaux étrangers aux exportations de la Chine.

Source: Les statistiques de la Douane chinoise.

Le développement des produits «*made in China*» a été, à bien des égards, très bénéfique pour la Chine où la pauvreté et la pression pour l'emploi sont particulièrement importantes. L'exportation est depuis longtemps un moteur majeur de la croissance économique chinoise, au même titre que l'investissement et la consommation. En fait, elle est responsable de 20% de la croissance économique, contribue à 17% de la recette fiscale de l'État et crée plus de 100 millions d'emplois[7]. Selon le vice-ministre du commerce du gouvernement chinois, Jianguo Wei, il y aurait aujourd'hui entre 30 et 40 millions d'emplois en Chine qui sont directement reliés aux activités de la sous-traitance internationale et 50 à 60 millions de manière indirecte[8]. Par ailleurs, le travail de sous-traitance pour le compte d'entreprises des pays développés a permis à plusieurs entreprises chinoises de réaliser un apprentissage technologique et managérial. Il faut souligner que la participation active de la Chine à la nouvelle division internationale du travail a grandement contribué à l'ouverture du pays, à l'avancement de la réforme et au changement de la mentalité des Chinois (Zou, 2008).

Cependant, il convient de préciser que les Chinois ne sont pas les seuls bénéficiaires des produits «*made in China*». Au contraire, ils ne retiennent souvent qu'une faible partie des valeurs créées. Bien que la quantité exportée soit importante, la Chine perd en réalité énormément en termes d'échange (voir le Tableau 3), car 90% des «*made in China*» sont destinés à des marques étrangères. Ainsi, pour acheter un Airbus 380, la Chine doit exporter 800 millions de chemises et une poupée Barbie, produite à 2 USD en Chine, sera vendue en moyenne à 16 USD aux États-Unis. La Chine a exporté en 2005 plus de 60 milliards USD de portatifs. Elle n'a cependant retiré qu'une faible part de 5% de l'ensemble du profit réalisé, une forte majorité du profit étant attribuée aux designers, aux développeurs de logiciels ainsi

7 Journal Guangming, le 30 septembre 2008, Chine.
8 Journal International des Affaires, le 24 juillet 2007, Chine.

qu'aux distributeurs occidentaux tels qu'*Intel*, *AMD*, *Microsoft*, etc[9].

	Prix moyen de l'exportation	Prix moyen de l'importation
Tous les produits	+ 4%	+ 19%
Produits primaires	+ 14%	+ 18%
Produits manufacturiers	+ 3%	+ 20%
Produits de haute technologie	- 6%	+ 17%
Produits de technologie du niveau intermédiaire	- 0.5%	+ 2%
Produits de base technologie	+ 3%	+ 26%

Tableau 3. Variation du prix des produits de l'exportation et de l'importation de la Chine entre 1993 et 2000.
Source: Statistiques du Ministère du commerce de la Chine.

La Chine occupe aujourd'hui une place importante dans l'économie mondiale, cela tient tant à son poids économique relatif qu'aux impacts engendrés par son essor rapide. Toutefois, il est exagéré de la qualifier d' «usine mondiale» au même titre que les quelques empires industriels du passé et du présent (Angleterre, États-Unis, Japon). En fait, la capacité chinoise à alimenter le marché international demeure plutôt limitée. Selon M. Anderson du cabinet Godman, afin de comprendre l'importance de l'industrie manufacturière chinoise sur le marché mondial, il faut mesurer son excédent net par rapport à la capacité manufacturière mondiale. Alors que la part de la production industrielle chinoise est passée de 2,4% à 5% entre 1993 et 2002, celle de ses importations dans le même secteur atteignait 4,6 %. L'excédent net de la Chine dans l'industrie manufacturière a été de l'ordre de 50 milliards USD, soit seulement 0,18% de la capacité de production industrielle mondiale. Cette position chinoise, assez faible par rapport au statut d'une usine mondiale, demeure quasiment inchangée depuis 1997[10]. Ainsi, il convient de reconnaitre que la Chine est présente sur le marché à la fois en tant que producteur, exportateur et consommateur. Si tout le monde redoute aujourd'hui la montée en flèche des exportations chinoises, il faut garder à l'esprit que les importations chinoises augmentent dans les quasi-mêmes proportions.
Globalement, la Chine n'occupe pas aujourd'hui une place dominante dans l'industrie manufacturière mondiale. En effet, bien que la Chine soit actuellement le premier producteur d'une centaine de produits dont 80 biens manufacturiers répartis dans plus de 10 secteurs, elle ne réalise que 5% de la production industrielle mondiale, loin derrière les États-Unis (20%), le Japon (15%) et l'Allemagne. La Chine est particulièrement faible dans les industries liées aux équipements où la valeur ajoutée est beaucoup plus importante (une part de 30% de l'ensemble des industries manufacturières chinoises contre 42% aux États-Unis, 44% au Japon et 46% en Allemagne). Par ailleurs, la Chine n'a actuellement pas le niveau

9 Financial Times, le 9 mai 2006, Angleterre.
10 Financial Times, le 25 février 2003, Angleterre.

technologique nécessaire pour devenir un centre manufacturier mondial car elle est très dépendante des technologies avancées provenant de l'étranger, et ce, dans la quasi-totalité de ses industries.

Par ailleurs, «l'usine mondiale» est une terminologie inventée par le passé afin de désigner les pays considérés comme des empires industriels. L'Angleterre, dans le courant du 19e siècle, méritait tout particulièrement cette appellation. En effet, ne représentant que 2% de la population mondiale, l'Angleterre produisait 53% de la production mondiale de fer et 50% de la production mondiale de charbon ; elle réalisait, entre 1800 et 1870, 53% de la production manufacturière mondiale et 1/3 des exportations de la planète (Hudson, 2001). De même, à compter des années 1880 et ce, pour une longue période, les États-Unis ont été considérés comme «une usine mondiale» et «un centre de gravité économique mondial», résultat de leur domination et de leur leadership dans les industries manufacturières. Par la suite, au cours des années 1970 et 1980, le Japon a, lui aussi, été désigné par certains sous le terme d'«usine mondiale», occupant une place importante dans plusieurs secteurs industriels sur la scène internationale. Cependant, de la désignation de la domination absolue anglaise à la description de l'essor chinois en passant par la démonstration de la puissance des Américains et de l'importance relative des Japonais, le terme d'«usine mondiale» apparaît comme une notion très relative, très imprécise et donc, non scientifique. Aussi, dans le contexte actuel de la mondialisation où aucun pays ne peut se targuer d'être aussi puissant que l'ont été l'Angleterre ou les États-Unis dans leur temps, ainsi qu'en l'absence d'un ensemble de critères susceptibles d'être universellement acceptés, ce terme ne peut servir aujourd'hui que pour souligner l'importance relative d'un pays dans son intégration au marché international et plus particulièrement, pour signaler les bouleversements importants qui se produisent dans le monde du fait du développement économique rapide d'un pays.

La croissance rapide des produits «*made in China*» a grandement contribué au développement du commerce mondial et ce, avec un taux de contribution actuel de 11%[11]. Pourtant, elle a créé sur son chemin des bouleversements majeurs sur la structure et l'ordre économique mondial et ce, aussi bien au niveau de l'emploi et des prix des produits qu'au niveau de la dynamique de la compétition internationale. Ainsi, bien que la Chine demeure encore davantage un atelier d'assemblage mondial dans la nouvelle division internationale du travail, le «facteur chinois» est aujourd'hui incontestablement devenu un des éléments fondamentaux à considérer par tous dans le développement et la compétition sur le marché international.

2. DU «PRIX CHINOIS» A LA «VALEUR CHINOISE», DEFIS DE LA «REMONTEE EN GAMME» POUR LA CHINE

La montée en flèche des produits «*made in China*» sur le marché international n'est pas le résultat d'un hasard. A bien des égards, la Chine est un pays, certes en voie de développement, mais atypique, car elle possède en même temps des avantages absolus en matière de coûts, des avantages comparatifs en termes de productivité et même des avantages compétitifs dans plusieurs segments du secteur technologique. En plus d'un bassin de main d'œuvre gigantesque, bon marché et de plus en plus qualifié (sur l'ensemble des étudiants diplômés

[11] Journal Guangming, le 30 septembre 2008, Chine.

chaque année en Chine, 1,2 à 1,35 millions sont des ingénieurs), elle a su développer une productivité manufacturière de plus en plus élevée. En fait, la compétitivité des entreprises chinoises ne se limite plus aujourd'hui uniquement au faible coût de la main d'œuvre chinoise. Selon une étude réalisée par McKinsey en 2004, dans plusieurs branches manufacturières, la productivité chinoise est déjà plus élevée que celle des pays européens et elle est globalement bien supérieure à celle des autres pays en développement. Douze minutes suffisent à un ouvrier chinois pour fabriquer une chemise, alors qu'il faut 22 minutes pour un Indien et 30 minutes pour un Mexicain.

Ainsi, un tissu industriel de plus en plus complet et efficace pour faciliter les activités économiques, un réservoir de capital humain rural, peu qualifié mais enclin à travailler pour un salaire bas, une domination de plus en plus forte des entreprises privées chinoises dans les industries, une présence importante des firmes étrangères, une monnaie sous-évaluée et l'existence d'une infrastructure importante et relativement peu coûteuse sont autant de facteurs qui ont contribué à l'ascension des produits «*made in China*» sur le marché international. Pourtant, il faut souligner le rôle particulier de l'autorité chinoise dans ce développement.

En 1978, le gouvernement chinois a entamé une série de réformes économiques à la suite, d'une part d'un changement «idéologique» du Parti communiste chinois qui met désormais le développement économique du pays au cœur de sa mission et, d'autre part, d'une transformation du rôle de l'État chinois qui, d'État producteur, programmeur et protecteur, est devenu avant tout un État promoteur. L'autorité chinoise qui, après avoir accordé tant d'attention aux mouvements politiques, considère désormais que «seul un développement économique permettrait au Parti Communiste de rester au pouvoir». Selon l'autorité chinoise, ce processus de réformes et la stabilité politique interne sont intimement liés dans le pays. En effet, alors que la stabilité politique assurée par le Parti Communiste chinois était une condition *sine qua non* pour de telles réformes, le succès de ces réformes et un réel développement économique étaient les conditions pouvant assurer le maintien du Parti Communiste chinois au pouvoir. Quoiqu'il en soit, depuis 1978, la transformation de l'État s'est traduite par une importante mobilisation des ressources afin de créer un environnement propice au développement économique. Sous l'impulsion des gouvernements chinois à différentes échelles, les exportations tout comme les investissements ont constitué un moteur clé de la croissance chinoise. L'obtention d'un taux de croissance élevé est devenue une obsession pour bien des responsables chinois dont la carrière politique en est souvent dépendante. Un régime totalitaire leur a donné une efficacité d'action contre tous les obstacles à la croissance. Ainsi, pour soutenir les exportations des produits «*made in China*», les autorités chinoises ont multiplié les incitations fiscales, maintenu de façon artificielle les bas coûts de capitaux et d'infrastructures, subventionné le prix des ressources énergétiques, adopté une attitude laxiste envers les activités polluantes, et se sont contentées pendant longtemps de réglementations très rudimentaires en matière de conditions sociales des travailleurs chinois.

Il est clair que la Chine possède aujourd'hui plusieurs atouts incontestables pour continuer sa lancée sur le marché international avec les produits «*made in China*». La véritable question est cependant de savoir si la Chine a vraiment intérêt à poursuivre ce mode de développement à tout prix et si elle pourra le réaliser sans heurts.

Le modèle de développement chinois est basé sur une forte consommation d'*inputs*, ou entrants, avec des *outputs*, ou produits finis et semi-finis, mais dont le succès sur les marchés

internationaux repose sur sa compétitivité en matière de prix. De ce fait, l'usine ou l'atelier mondial que la Chine constitue n'est jusqu'aujourd'hui pas tout à fait synonyme d'enrichissement réel du pays. L'avantage absolu de la Chine réside, jusqu'ici, dans son potentiel de main d'œuvre bon marché, sans cesse renouvelé. Il est par ailleurs à noter que la stratégie stérile de prix bas suivie par les entreprises chinoises s'est faite dans bien des cas au détriment des intérêts des ouvriers. C'est souvent la réduction des salaires et la détérioration des conditions de travail de ces derniers qui ont permis de réaliser une telle compétitivité, car le niveau de bénéfices des entreprises manufacturières chinoises est déjà extrêmement bas (3 à 5% dans la plupart des cas). Selon les statistiques officielles du gouvernement chinois, entre 1990 et 2005, le poids de la masse salariale globale des travailleurs chinois par rapport au PNB a été réduit de 53% à 41,4% et le rapport entre la masse salariale des travailleurs des entreprises industrielles et le montant global du profit de ces entreprises est passé de 2,4 à 0,43. Les nombreux accidents qui se sont produits au cours de ces dernières années dans le secteur minier chinois sont, à cet égard, très illustratifs: avec seulement 35% de la production mondiale de charbon, la Chine a enregistré 80% des accidents mortels.

Par ailleurs, le développement des produits «*made in China*» est de plus en plus confronté à des résistances et ce, malgré plusieurs avantages que ces produits représentent (économie pour les consommateurs, amélioration de la compétitivité de certaines entreprises grâce à une délocalisation partielle des activités vers la Chine, etc.) (Su, 2006). Pour soutenir sa croissance et le développement de sa production, la Chine a énormément besoin de ressources. Elle ne compte que 7% de la terre cultivable mondiale, 6% de l'eau potable, 4% des forêts, 2% des réserves pétrolières et 12% des réserves minérales de la planète[12]. De pays exportateur de pétrole, elle en est aujourd'hui devenue le second importateur (environ 50% de sa consommation est importée). Depuis 2000, la Chine est responsable d'une augmentation de 40% de la demande mondiale de pétrole et, en 2003, d'une augmentation de 60% de la demande mondiale en métaux non ferreux. Avec 5% de la production manufacturière mondiale, la Chine a consommé 20% de la production mondiale d'aluminium, 35% de la production mondiale d'acier et 45% de celle de ciment en 2004.

Il en ressort aujourd'hui que la Chine apparaît comme le principal responsable de la hausse des cours des matières premières, et ceci n'est pas sans incidence, puisque, si la Chine continue à croître à ce rythme, l'ensemble des ressources mondiales ne suffira plus[13]. Jusqu'à maintenant, le charbon reste la plus importante ressource énergétique de la Chine (75%). Toutefois, ce type d'énergie, même s'il est peu cher, est très polluant et les effets de la croissance chinoise sur son environnement se font sentir. La volonté du gouvernement de développer l'utilisation du pétrole et du gaz se heurte aux coûts d'exploitation. De plus, le développement industriel, ne s'intéressant que peu aux retours sur investissement mais plus aux coûts, s'est fait au travers de gaspillages énormes. Pour fabriquer un même produit, la Chine utilise 7 fois plus d'énergie que le Japon et 5 fois plus que l'Europe[14]. Les entreprises chinoises de sidérurgie consomment 40% de ressources énergétiques de plus ; le secteur de l'électricité, 50%. 10 000 yuans de PIB réalisés coûtent à la Chine 5 fois plus d'eau et 3 fois

---

12 La Documentation de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, 2004.

13 Selon l'étude de l'Earth Policy Institut, http://news.creaders.net/headline/newsPool/10A234213.html

14 Lechypre, E., B. Mathieu et S. Julian. 2005. «Menace sur le miracle économique», L'expansion, 1er avril 2005.

plus d'énergie que pour les pays développés. Il en résulte qu'aujourd'hui, en plus d'être le premier pays émetteur de CO2 dans le monde, la Chine compte 20 des 30 villes les plus polluées de la planète (Banque Mondiale, 2008). Le pays souffre aussi d'une érosion des sols et d'un réel problème de pollution globale: pollution atmosphérique, pollution des eaux, pluies acides, etc. Selon le gouvernement chinois, en 2004, par exemple, la perte économique directe causée par la pollution représentait 3,05% du PIB chinois et une somme équivalente à 8,6% du PIB devrait être déboursée pour réparer les dégâts écologiques[15].
Au niveau de l'emploi, le bouleversement suscité par l'ascension des produits «*made in China*» est très brutal partout dans le monde et ce, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement[16]. Ainsi, depuis le milieu des années 1990, la Chine est devenue la principale cible des mesures antidumping: 37 cas en 1994, 53 en 2001, 57 en 2005, 68 en 2006 et 62 en 2007. Entre 1995 et 2006, la Chine a totalisé 19% de l'ensemble des cas d'antidumping initiés par les pays membres de l'Organisation Mondiale du Commerce et ce, de loin avant les autres pays visés (voir le Tableau 4). Il est à noter, par ailleurs, que 65% des cas ont été initiés par les pays en développement.

Chine	Corée	Taiwan	Japon	Etats-Unis	Russie	Thaïlande	Brésil	Inde	Indonésie	Autres pays
19%	7%	5%	5%	5%	4%	4%	4%	4%	4%	39%

Tableau 4. Principaux pays cibles des mesures antidumping entre 1995 et 2006. Source: OMC.

Dans une telle situation, il apparaît clairement que, même si les résultats liés au modèle actuel de la croissance chinoise sont, à plusieurs égards, extraordinaires, ce modèle de développement ne semble pas soutenable. Néanmoins, il est compréhensible qu'un pays en transition comme la Chine ait besoin d'une forte croissance. En fait, tant et aussi longtemps que la croissance sera au rendez-vous, tous les problèmes et conflits internes resteront relatifs. Cependant, l'obsession pour une croissance forte sur le marché international à tout prix est indéniablement nuisible aux intérêts de tous. La recherche d'une plus grande efficacité économique, sociale, environnementale ainsi que d'un équilibre dans les échanges commerciaux avec les autres pays du monde serait une condition primordiale pour la Chine si elle souhaitait poursuivre son ascension au sein de l'économie internationale. Une «remontée en gamme» de la Chine dans la nouvelle division internationale du travail s'impose: la Chine devrait désormais miser davantage sur le développement de la «Valeur chinoise» (Cai et al., 2008) au lieu de se concentrer uniquement sur le «Prix chinois» (Engardio et al., 2004).
Tout indique que ce passage ne pourra se faire sans heurts et que de nombreuses conditions fondamentales s'imposent au préalable à la Chine. Cependant, il serait très hasardeux de conclure à un «effondrement prochain» de la Chine (Chang, 2001) ou à une «crise imminente» dans ce pays (Shirk, 2007). En effet, étant un pays en voie de développement et

15 Le Quotidien du Peuple, septembre 2006, Chine.
16 Martin, P., «Compétitivité à la chinoise», Libération, 14 février 2005, France.

surtout un pays en transition, ce dont la Chine ne manque pas aujourd'hui sont des «problèmes». Pourtant, le fort potentiel du marché intérieur de la Chine, la grande compétitivité de plusieurs de ses facteurs de production, le désir profond de mieux vivre de la population chinoise et l'important pouvoir de mobilisation des ressources de son gouvernement sont des éléments majeurs qui relativisent la gravité de la situation.
Pour anticiper l'évolution future de la Chine, il faudrait être capable d'analyser la situation de ce pays non seulement horizontalement, c'est-à-dire par rapport à la situation des pays les plus performants dans le monde d'aujourd'hui, mais aussi, et même surtout, verticalement, soit par rapport à son passé récent – parcours réalisé depuis ces trente dernières années. En fait, l'ouverture de la Chine et sa participation à la nouvelle division internationale du travail ont connu une évolution constante durant cette période. Globalement, quatre périodes pourraient être identifiées, lesquelles sont:

1. la période d'expérimentation (1978-1991), qui est caractérisée essentiellement par l'ouverture des régions côtières ; par l'introduction de capitaux internationaux provenant principalement des Chinois d'outre-mer ; par le développement de la sous-traitance internationale essentiellement dans les secteurs de biens de consommation intensifs en main d'œuvre.

2. la période d'approfondissement (1992-2001), qui est marquée par le grand élan de la réforme et de l'ouverture de la Chine que Deng Xiaoping a donné en 1992, trois ans après l'événement de la Place de Tian An Men: la plupart des régions sont devenues ouvertes, le système du commerce extérieur chinois a fait l'objet d'une réforme importante, les capitaux occidentaux sont entrés massivement dans le pays, la structure de l'exportation chinoise s'est significativement transformée en faveur des produits de haute technologie, etc.

3. la période de l'essor des produits «*made in China*» (2002-2006), qui a bénéficié des effets de l'adhésion de la Chine à l'OMC en décembre 2001. Plusieurs réformes majeures ont été réalisées pour que la Chine s'adapte aux normes internationales: les produits «*made in China*» ont pris une place incontournable dans la structure de la nouvelle division internationale du travail. Par ailleurs, la Chine a tenté d'amorcer une stratégie de «remontée en gamme» en faveur de l'innovation et de l'efficacité économique, sociale et environnementale ; des mesures ont été prises pour encourager les entreprises chinoises à investir dans les pays étrangers afin de contrôler l'approvisionnement et la distribution mais également dans le but d'acquérir certains savoirs et de nouvelles technologies.

4. la période du rééquilibrage qui a débuté officiellement en octobre 2007 lors de l'adoption de la résolution du 17e Congrès du Parti communiste chinois qui vise désormais un développement «harmonieux» mais également un développement «bon et rapide» plutôt que «rapide et bon», tel qu'il l'était auparavant[17]. Cette période est notamment

[17] http://cpc.people.com.cn/GB/104019/104099/6429414.html, 15 octobre 2007.

ponctuée par l'entrée en vigueur de plusieurs lois importantes, telles que la Loi sur le contrat de travail, la Loi sur le régime fiscal des entreprises en Chine, la Loi anti-monopole, la Loi sur la création de l'emploi, etc. Celles-ci forcent les entreprises exportatrices, chinoises comme étrangères, à redéfinir leur positionnement dans la structure de la division internationale du travail et à réaliser plus d'innovations technologiques.

Bien qu'il soit encore tôt pour évaluer les impacts réels de la nouvelle stratégie de développement adoptée par le gouvernement chinois, il semble que la Chine possède quelques atouts pour poursuivre une «remontée en gamme». En fait, au cours de ces dernières années, la Chine a multiplié ses efforts pour favoriser le développement des innovations «indigènes». Depuis 1995, elle est même devenue la championne en termes de croissance annuelle des investissements en R&D (voir la Figure 5).

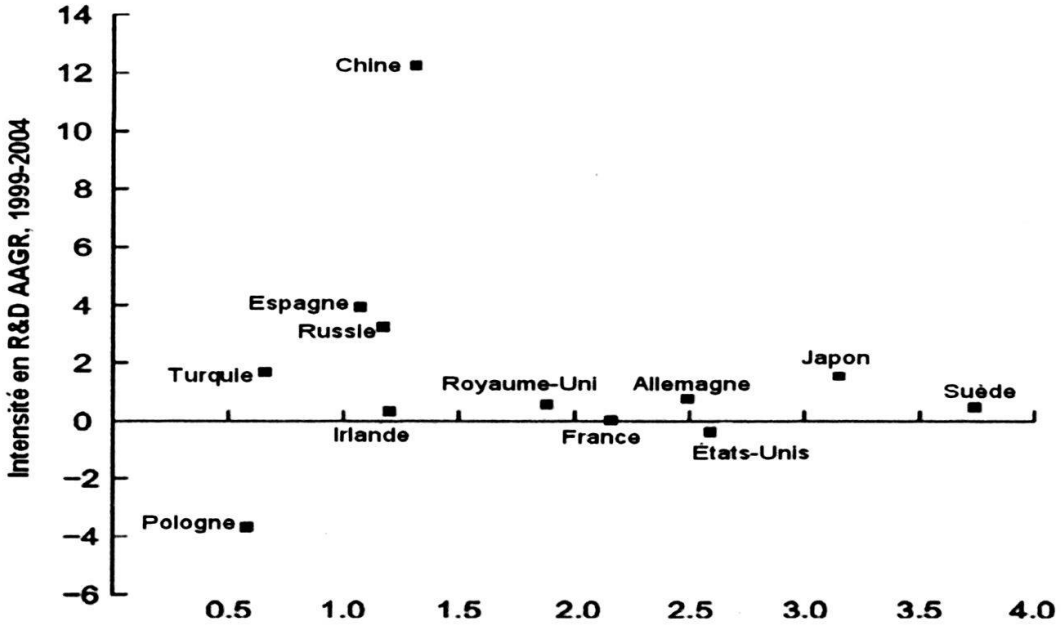

Figure 5. Dépenses en R&D en Europe, Statistics in Focus, Communauté européenne, juin 2006. Source: Eurostat.

** L'intensité en R&D est la part des dépenses en R&D du PIB.*

Fruit de la nouvelle politique d'incitation envers les entreprises étrangères de haute technologie, plus de 1000 centres de R&D ont été implantés en Chine par des multinationales occidentales. Selon certains sondages, la Chine est aujourd'hui un des pays les plus attrayants en termes d'installations en R&D (voir la Figure 6).

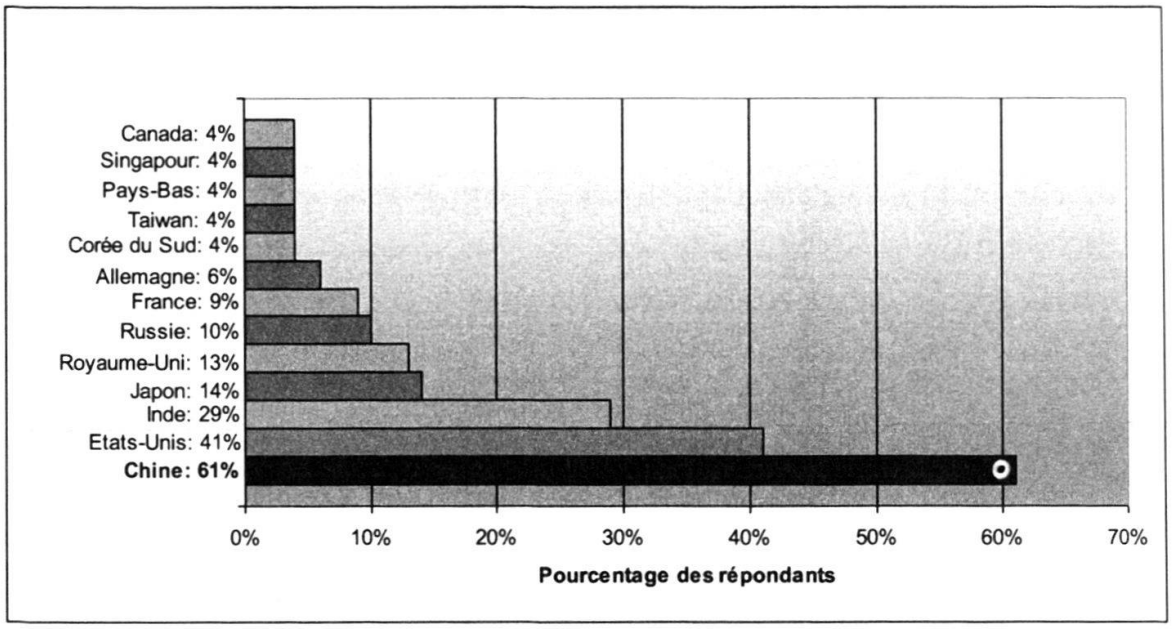

Figure 6. Pays les plus attrayants en termes d'installations en R&D. Source: Global Insight, Inc., 2007.

Il est clair qu'étant donné la particularité du système politique et économique chinois, les investissements en R&D ne garantissent pas, à eux seuls, le succès de la Chine dans la poursuite de sa stratégie de la «remontée en gamme». Pour atteindre l'objectif d'être parmi les 20 premiers pays innovateurs en 2020, la Chine devrait restaurer son système de gouvernance corporative, réformer son système d'éducation, améliorer la protection de la propriété intellectuelle, développer l'esprit entrepreneurial orienté vers la technologie, faciliter le transfert des connaissances et technologies avancées des multinationales occidentales vers les entreprises chinoises. De même, la Chine devrait accélérer le développement d'un système de marché juste et efficace et accorder plus d'espace à l'expression et à la créativité des individus. Sur le marché international, la Chine devrait assumer plus de responsabilités en tant que grand joueur afin de favoriser une division internationale du travail «gagnant-gagnant». Par ailleurs, si en 1978 la Chine n'avait pas d'autre choix que de se lancer dans l'exploitation de ses avantages comparatifs en termes de coûts et de ressources pour conquérir le marché international, le temps est venu pour elle d'intégrer les ressources internationales pour développer son marché intérieur. Voici autant de défis qui conditionnent l'avenir de l'économie chinoise.

CONCLUSION

La Chine est aujourd'hui un pays dont l'économie et l'importance ne peuvent être ignorées. Le développement rapide de la Chine a créé une situation inédite dans le monde et défie quasiment tous les modèles et théories de développement existants.

La montée en puissance des produits «*made in China*» a été pendant longtemps très bénéfique pour le développement de la Chine et ce, tant sur le plan économique que politique. Cependant, l'insertion de la Chine à la nouvelle division internationale du travail s'est heurtée au cours de ces dernières années à des contraintes de plus en plus nombreuses. Les

effets négatifs retentissants de la stratégie de développement des produits «*made in China*» adoptée depuis 1978 deviennent aujourd'hui, dans une certaine mesure, un frein au développement de la Chine et même à celui de plusieurs autres pays. À cet égard, les problèmes que la Chine rencontre aujourd'hui sont d'ordre économique, social, environnemental, et, en réalité, également politique.

Depuis 2007, le gouvernement chinois a adopté une nouvelle stratégie économique qui vise un développement plus efficace, plus social et plus écologique. Bien qu'il soit encore tôt pour en évaluer les impacts réels, elle semble amorcer une nouvelle phase du développement chinois.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Banque Mondiale, China Quick Facts. (2008) [En ligne] adresse URL: http://www.worldbank.org/

BERGER, S., (dir.) (2006). *Made in Monde*, France, Seuil.

CAI, J. & al. (2008). *From China Price to China Value*, Chine, China Machine Press.

CHANG, G. (2001). *The Coming Collapse of China*, États-Unis, Random House.

ENGARDIO, P. & al. (2004). The China Price, Business Week, December 6.

GUPTA, A. & al., (2008). *The Quest for Global Dominance*, États-Unis, Jossey-Bass.

HUDSON, P. (2001). *The Workshop of the World*, Angleterre.

LU, Z. (2003). *Will China become world factory?*, Chine, Economic Management Publishing House.

OCDE. (2007). Reviews of Innovation Policy: China, Synthesis Report.

OHMAE, K. (1996). *De l'État-Nation aux États-Régions*, France, Dunod.

PORTER, M. (1985). *Competitive Advantage: Creating and Sustaining Superior Performance*, États-Unis, Free Press.

SHIRK, S. L. (2007). *China: Fragile Superpower*, New York, Oxford University Press.

SU, Z. (2006). «L'Émergence de la Chine et les Défis pour les Entreprises Québécoises et Canadiennes», *Option politique*, No. juillet-août, Canada.

ZHANG, Y. W. & al. (2008). *Explorer la Remontée en Gamme de la Stratégie d'Ouverture*, Chine, Édition Académie des sciences sociales de Shanghai.

ZOU, D. T. (2008). *China: 30 Years of Reform and Opening Up*, Chine, Social Sciences Academic Press.